

« Pour une Union sociale européenne »

UNION EUROPÉENNE Frank Vandenbroucke veut du précis, du concret, de l'opérationnel

Frank Vandenbroucke

Frank Vandenbroucke, qui va fêter ses 60 ans en octobre prochain, est professeur d'économie à la KU Leuven, mais aussi aux universités d'Anvers et d'Amsterdam. Avant d'entamer une brillante carrière académique sur le tard, il a été président du SP.A - le parti socialiste flamand -, et ministre des Affaires sociales, des Pensions et de l'Emploi, d'abord dans les gouvernements fédéraux sous Guy Verhofstadt, puis dans le gouvernement flamand.

► Professeur d'économie à la KU Leuven, l'ancien ministre socialiste plaide pour une prise en compte de la dimension sociale, qu'il dit cruciale, de l'Europe.

► Sa dernière contribution au débat européen vient d'être publiée dans le cadre de l'initiative Euroforum.

ENTRETIEN

Frank Vandenbroucke, l'ancien ministre et président du SP.A - parti socialiste flamand - remonte au front de l'Europe sociale. Dans un texte récent publié dans le cadre de l'initiative Euroforum à la KU Leuven, il a développé l'idée de la nécessité d'une Union sociale européenne.

Vous démontrez que les déséquilibres sociaux en Europe sont tout aussi dangereux que

les déséquilibres économiques. Pourtant, jusqu'à aujourd'hui, les dirigeants européens semblent toujours se limiter à examiner le coût social de la crise comme un effet secondaire.

En effet. On ne peut pas considérer les questions sociales comme secondaires. Car il y a une dimension de légitimité politique en jeu sur ces questions. Si au niveau de l'UE et notamment de l'UEM, la divergence actuelle continue, cela sapera de plus en plus la légitimité du projet européen. Il sera de plus en plus difficile d'avoir des gouvernements capables de gouverner dans un contexte européen. On le voit avec l'exemple grec : si les gens perdent confiance en l'UE, cela devient extrêmement difficile de gouverner de façon efficace. C'est une donnée que les économistes négligent souvent : pour gouverner, il faut des gouvernements qui ont la légitimité...

A côté de la légitimité, il y a des enjeux réels. Si on laisse se développer la pauvreté infantile, on crée encore plus de problèmes dans l'établissement d'un système d'éducation performant : plus de pauvreté infantile, c'est plus d'enfants qui ont des difficultés d'apprentissage, c'est plus de jeunes qui se retrouveront sans formation, et donc sans accès au marché de l'emploi. C'est un cercle vicieux.

L'Union monétaire est insuffisante, écrivez-vous. Elle aurait besoin d'une « main visible », sorte de « règle d'or » qui contiendrait la négociation sociale dans des limites raisonnables. Ce seraient de nouveaux critères de conver-

gence, mais sociaux ?

Ce n'est qu'un exemple qui montre que sans orientation commune au niveau des poli-

tiques sociales et salariales, l'Union économique et monétaire (UEM) n'est pas tenable à terme : il lui faut des orientations sociales communes. On a, par exemple, besoin d'une approche symétrique des politiques des coûts salariaux. On a vu le contraire.

L'Allemagne suivait une politique de modération continue tandis que d'autres pays connaissaient des hausses salariales importantes. Un rééquilibrage aurait été facilité par des ajustements symétriques, incluant une revalorisation salariale en Allemagne. Ce n'est que très récemment que l'Allemagne s'est engagée vers des hausses salariales. Il est dommage qu'on n'ait pas eu cette approche symétrique plus tôt.

Comment faire pour aller vers plus de symétrie ?

Il faut une coordination au niveau européen et au niveau des Etats nationaux. Tout ce qu'on a entendu du côté de l'UE ces dernières années, c'est qu'il faut décentraliser la négociation salariale : c'est contre-productif dans la mesure où si l'on veut une coordination efficace, il faut les institutions qui sont à même de coordonner. Mais je dis bien qu'il faut une coordination, plus qu'une centralisation. Et une réflexion, tant sur les objectifs que sur les institutions qui pilotent la politique de l'emploi, ou encore sur le rôle des acteurs sociaux, au niveau national comme européen. On est loin du compte.

Votre notion d'Union de l'Europe sociale apparaît comme le pilier manquant à côté d'autres « Unions » très à la mode, et qui figurent au programme de la Commission Juncker : l'Union de l'énergie, l'Union des marchés des capitaux... C'est la grande oubliée de la Commission Juncker ?
J'ai une certaine inquiétude. Tant Jean-Claude Juncker que Marianne Thyssen (la commissaire aux Affaires sociales, NDLR) ont à leur entrée en fonction mis l'accent sur la dimension sociale du projet européen. Juncker a été très clair en disant qu'il veut « un triple A social pour l'Europe », que l'Europe ne soit plus perçue comme antisociale. C'est très positif, mais ma crainte est que cela en reste au niveau des propos très généraux. Le risque est que l'opinion publique sera davantage déçue d'ici un an si rien de concret ne se passe. Vu le fait que M. Juncker a mis la dimension

sociale sur table, il est obligé de concrétiser cela. En même temps, il faut avouer que la notion d'une « Europe sociale », que l'on utilise souvent dans ces débats, est extrêmement vague. J'ai avancé cette expression d'une Union sociale européenne, car je pense qu'il faut une conception précise, concrète et opérationnelle.

On n'a pas encore beaucoup remarqué l'accent sur le social dans l'action de cette Commission...

Soyons honnêtes : je crois que cette Commission est plutôt de centre-gauche que de centre-droite. Le scénario à éviter est qu'elle ne soit pas capable de concrétiser ses belles déclarations.

Mais le progrès dans ce domaine est difficile car, comme avec la fiscalité, les Etats sont très jaloux de leurs prérogatives en matière sociale. Pourquoi, au fait ?

Parce que le social est souvent le domaine où le débat politique se joue. Et l'identité des partis politiques nationaux est liée à la di-

mension sociale. Deuxièmement : les modèles sociaux sont assez diversifiés en Europe, ce qui est compréhensible et légitime vu les différences historiques et culturelles. Mais il faut quand même une orientation commune, plus opérationnelle. Orientation commune ne veut pas dire centralisation : il s'agirait d'objectifs communs précis, qui doivent avoir du poids dans les décisions monétaires et économiques. On a aussi besoin d'un cadre législatif européen qui rende possible la combinaison des libertés de circulation et d'un certain ordre social. Ceux qui ne croient qu'à la souveraineté se trompent. Mais je ne dis pas qu'il faut créer un Etat-providence européen : plutôt une coordination des Etats-providence nationaux. ■

Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ

CRÉDO DE DÉPART

Les déséquilibres sociaux sont aussi nocifs que les déséquilibres macro-économiques

Depuis qu'il a embrassé sa carrière scientifique, avec un doctorat réalisé à Cambridge, Frank Vandebroucke développe ses travaux autour de la notion d'Etat social actif. Le concept d'Union sociale européenne se situe dans le prolongement de ces travaux. L'idée centrale : les Etats-providence de notre continent - le terme anglais est celui de « *welfare state* », ou « Etat de bien-être », une sacrée nuance - ont besoin d'être soutenus de façon systémique au niveau de l'UE. Mais Vandebroucke insiste chaque fois qu'il le peut là-dessus : il n'est pas question de créer un « *Etat-providence européen* », qui reprendrait à son échelle les fonctions sociales des Etats membres.

La crise financière, embrayée par la crise des dettes, a depuis 2008 amené l'UE à renforcer sa gouvernance économique, en particulier au niveau de l'Union économique et monétaire (la zone euro). L'un des arguments centraux de la proposition de Vandebroucke part du constat suivant : la coordination des stratégies économiques, systématisée dans ce qu'on a appelé le « semestre européen »,

requiert impérativement un minimum de coordination des politiques sociales et salariales, restées à ce jour trop divergentes. Car les trop grands déséquilibres sociaux sont tout aussi nocifs que les déséquilibres macro-économiques.

Par ailleurs, ces divergences, argumente l'ex-dirigeant politique devenu scientifique, sont contradictoires avec « l'aspiration à la convergence vers le haut », qui est au cœur du projet européen. Il faut donc plus de solidarité, tant entre les Etats membres qu'en leur sein : pas par sentiment, mais par raison ! Cette solidarité a toutefois été mise à mal ces dernières années par les problèmes nés de la plus grande circulation des services et des travailleurs : « *Ce qui est vu par les uns comme une dynamique de convergence vers le haut, est vu par d'autres comme du dumping social.* »

Pour Vandebroucke, il est possible de surmonter cette apparente contradiction. Comme il est possible, et nécessaire, de combiner les investissements sociaux de long terme avec la consolidation fiscale. Mais il faut pour cela que l'on passe d'un « *sens de survie* », à un « *sens d'objectif* ».

J.KZ